



Annexe Retraité

Entité C&A Logibel Comm.V



Sommaire

1	Dispositions générales.....	3
2	Catégories de données et fondement légal.....	4
3	Décisions automatisées.....	5
4	Destinataires de données	6
5	Transferts internationaux de données en dehors de l'EEE	6
6	Périodes de conservation.....	7

Je suis un ancien employé

1 Dispositions générales

Nous traitons vos données en respectant les dispositions du Règlement (européen) Général sur la Protection des Données, ainsi que toute autre loi nationale concernant l'emploi / la protection des données.

Etant votre employeur, nous sommes dans l'obligation de conserver et traiter des données vous concernant, afin de pouvoir gérer notre relation. Les informations que nous détenons et traitons seront utilisées uniquement dans le cadre de notre gestion administrative. Nous les conserverons et les utiliserons dans ces buts, afin de gérer notre relation avec vous de manière efficace, légale et appropriée, que ce soit après l'entrée dans notre société, pendant que vous travaillez pour nous, au moment où votre emploi se termine, et après que vous aurez quitté notre société.

Dans le cadre de votre relation de travail, vous devez fournir les informations vous concernant nécessaires pour établir, mener à bien et mettre fin à la relation de travail, ainsi que pour exécuter les obligations contractuelles qui y sont liées, ou bien que nous serions de par la loi obligés de recueillir. Sans ces informations, nous ne serions pas en mesure d'exécuter le contrat de travail passé avec vous.

Sont visées les informations qui nous permettent d'exécuter le contrat de travail, de répondre à toute obligation légale, de poursuivre les intérêts légitimes de notre société et de nous protéger juridiquement en cas d'une procédure quelconque. Si vous ne nous transmettez pas ces données, nous pourrions être dans l'incapacité, dans certains cas, de nous conformer à nos obligations, ce dont nous ne manquerons pas de vous informer. En tant qu'entreprise poursuivant des activités de vente au détail, nous pouvons avoir besoin à l'occasion de traiter vos données pour la réalisation de nos activités commerciales légitimes, par exemple dans des buts de gestion administrative RH, de gestion de la performance, pour prévenir la fraude ou bien pour faire état de crimes et délits potentiels.

Comme règle de base, C&A ne collectera vos données d'employé que si nous les avons reçues directement de vous pendant notre contrat ou pendant le processus de recrutement.

Dans certaines hypothèses, vos données personnelles sont également collectées par d'autres autorités, en raison d'obligations légales. Cela comprend en particulier les demandes d'informations relatives à la fiscalité faites par l'administration fiscale compétente, ainsi que les informations sur vos périodes d'incapacité de travail à renseigner auprès des organismes de Sécurité Sociale.

Nous ne traiterons jamais vos données sur la base de nos intérêts légitimes quand ces intérêts sont moins importants que les vôtres propres. Une grande partie de l'information que nous détenons a été fournie par vous, mais une autre partie peut provenir de sources internes à notre société, comme votre supérieur hiérarchique, ou dans certains cas de sources externes, comme tout tiers qui pourrait être contacté pour donner une recommandation à votre égard.

Naturellement, vous serez inévitablement mentionné dans de nombreux documents et dossiers de l'entreprise qui sont produits par vous et vos collègues dans le cadre de l'exercice de vos fonctions et des activités de l'entreprise.

Quand nous traitons certaines catégories d'informations en lien avec votre origine raciale ou ethnique, vos opinions politiques, vos croyances philosophiques et religieuses, votre appartenance syndicale, vos données biométriques ou votre orientation sexuelle, nous recueillerons toujours votre consentement explicite et préalable, sauf si ce n'est pas exigé légalement ou si l'information est nécessaire pour protéger votre santé en cas d'urgence. Lorsque nous recueillons des données fondées sur votre consentement, vous avez le droit de retirer ledit consentement à tout moment.

Dans les autres hypothèses que celles mentionnées ci-dessous, nous ne transmettrons d'informations vous concernant à des tiers que si nous y sommes légalement tenus ou si nous devons le faire en application de nos obligations contractuelles avec vous ; par exemple, nous pourrions avoir besoin de transférer certaines informations à nos prestataires externes. Nous pourrions transmettre des informations vous concernant à d'autres sociétés du groupe à des fins liées à votre emploi ou bien dans le cours habituel de nos affaires. Dans des circonstances limitées et nécessaires, ces informations pourraient être transférées en dehors de l'UE ou à une organisation internationale afin de nous conformer à nos obligations légales ou contractuelles.

2 Catégories de données et fondement legal

Données concernant la gestion des offres et des contrats	<p>Le contrat lui-même (Art. 6 (1) (b) RGPD).</p> <p>En outre, les conventions collectives (générales, de branche, locale, etc.) peuvent servir de fondement à des indemnisations et avantages (Art. 6 (1) (b) / Art. 88 (1) RGPD)</p>
Données de base et de transaction pour l'administration de la paie, fonds de pension, assurances de la société, enregistrement auprès des autorités, reporting internes, incluant nom, sexe, date de naissance, nationalité, lieu de naissance, relations familiales, données sociales, coordonnées bancaires, numéro de sécurité sociale, numéro d'assurance retraite, données de paiement, numéros d'identification fiscale	<p>Le contrat lui-même (Art. 6 (1) (b) RGPD).</p> <p>En outre, les conventions collectives (générales, de branche, locales, etc.) peuvent servir de fondement à des indemnisations et avantages (Art. 6 (1) (b) / Art. 88 (1) RGPD).</p> <p>Dans le but de protéger notre intérêt légitime ou celui de tiers (par exemple les autorités publiques), à moins que ne prévalent vos intérêts ou vos droits et libertés fondamentales (Art. 6 (1) (f) RGPD).</p> <p>Les fins légitimes poursuivies par la société sont de mener ses activités et de gérer sa communication de manière efficace, légale et appropriée.</p>

<p>Données issues du fichier des retraités pour la gestion des fichiers, par ex. votre contrat de travail et tous ses avenants ; correspondance avec vous ou à propos de vous, par exemple des lettres que nous vous avons écrites concernant une augmentation de salaire ou des informations nécessaires pour la paie, les avantages sociaux, les régimes de retraite, les certificats de santé, les données d'assurance</p>	<p>Le contrat lui-même (Art. 6 (1) (b) RGPD). En outre, les conventions collectives (générales, de branche, locales, etc.) peuvent servir de fondement à l'administration des pensions (Art. 6 (1) (b) / Art. 88 (1) RGPD).</p>
<p>Données de communication professionnelles (email / calendrier / "à-faire" / Messenger / Internet / usage du téléphone), pour la gestion de la communication</p>	<p>Dans le but de protéger notre intérêt légitime ou celui de tiers (par exemple les autorités publiques), à moins que ne prévalent vos intérêts ou vos droits et libertés fondamentales (Art. 6 (1) (f) RGPD).</p> <p>Les fins légitimes poursuivies par la société sont de mener ses activités et de gérer sa communication de manière efficace, légale et appropriée.</p>
<p>Données issues du fichier des retraités pour la gestion des relations avec eux et pour le paiement des pensions, ceci incluant les données de base, les détails sur les relations de famille pour autant qu'ils soient nécessaires pour les droits des proches, correspondances, C&A carte de réduction.</p>	<p>Le contrat lui-même (Art. 6 (1) (b) RGPD). En outre, les conventions collectives (générales, de branche, locales, etc.) peuvent servir de fondement à des indemnisations et avantages concernant les retraités (Art. 6 (1) (b) / Art. 88 (1) RGPD).</p>

3 Décisions automatisées

C&A ne recourt pas à un processus de décisions automatisées, y compris le profilage, dans l'administration de son système de pension.

4 Destinataires de données personnelles

Au sein de notre société, nous ne transmettons vos données personnelles qu'aux personnes et services qui en ont besoin (exemple : départements particuliers, comités d'entreprise, représentant d'une personne handicapée) et nous ne leur transmettons que les données nécessaires à l'accomplissement de leurs obligations légales et contractuelles.

Au sein de notre Groupe de sociétés, vos données sont transmises aux entités qui centralisent le traitement des données pour l'ensemble du Groupe (par exemple administration des pensions et des salaires, l'informatique, etc.).

En outre, afin de remplir nos obligations légales et contractuelles, nous utilisons différents services (« service clients » extérieur, systèmes de paiement externes, etc.), et même des fournisseurs situés dans le cloud.

Nos relations avec eux sont fondées sur des contrats de sous-traitance respectant les dispositions du RGPD.

Nous pourrions être amenés à transférer vos informations personnelles à d'autres destinataires en dehors de notre société dans la mesure nécessaire à l'exécution des obligations légales et contractuelles en tant qu'employeur, et par exemple :

Autorités publiques (organismes de retraites, fonds de pension professionnels, autorités fiscales, tribunaux, avocats externes)
Banques, assurances, auditeurs commerciaux externes, consultants
Syndic d'insolvabilité en cas d'insolvabilité personnelle / débiteurs tiers en cas de saisies-arrêt de pensions

5 Transfert International de données en dehors de l'UE

C&A peut transférer des données concernant ses employés au sein de l'UE et/ou de la Suisse, car C&A fait partie du Groupe COFRA établi à Zug, en Suisse.

Le transfert au sein de l'EU ainsi qu'à destination ou en provenance de Suisse est admis, du fait de nos standards élevés de protection des données (comme décrit ci-dessous).

Cependant il y a des cas dans lesquels les données peuvent être transférées en dehors de l'UE et/ou de la Suisse. Par exemple : si vos données sont conservées dans un système informatique hébergé par un tiers de confiance, et que ce dernier est situé dans un autre pays comme les Etats-Unis, vos données pourraient être transférées dans ce pays dans le but de permettre aux partenaires de confiance de C&A de nous (et vous) fournir leurs (centre d'assistance) services.

Dans les hypothèses où C&A aurait besoin de transférer vos données en dehors de l'UE, elle prendra toutes les mesures appropriées afin de garantir à vos données une protection en accord avec les standards les plus élevés fixés par la législation de l'UE, et elle vous en informera directement.

Dans la mesure où des solutions techniques sont utilisées pour traiter vos données personnelles, le stockage aura lieu au sein de l'Union européenne. Si les solutions techniques fournies par nos partenaires logiciels sont gérées par des entités situées en dehors de l'Union européenne, des clauses types UE pour la Protection des Données ou « Privacy Shield » seront convenues pour garantir un niveau de protection des données adéquat.

6 Périodes de conservation

Nous supprimerons vos informations personnelles dès qu'elles ne seront plus nécessaires aux fins décrites ci-dessus. Après la fin de votre contrat de travail, vos données personnelles seront conservées tant que nous sommes légalement tenus de le faire. Cette durée sera en lien avec les obligations légales qui s'appliquent en matière de preuve et de conservation de documents, qui sont notamment fixées par parmi d'autres le code civil, le code de procédure civile, le code de commerce et le code des impôts. Les périodes de conservation peuvent aller jusqu'à dix ans. En outre, les données personnelles peuvent être conservées pendant la période au cours de laquelle des réclamations peuvent être formulées contre nous (délai de prescription légal de trois, cinq, dix ou trente ans, selon les cas, ou dans le cas d'un droit à pension de l'entreprise, tant que ce droit dure).